



Le dimanche 13 juillet 2014

USA : Joe Lieberman appelle à sauver les résidents du camp *Liberty*

Le 8 juillet 2014- L'ancien sénateur Joe Lieberman a affirmé que les Etats-Unis n'ont pas tenu leurs promesses en Irak. Il a ajouté que le gouvernement américain est maintenant responsable de la crise humanitaire à laquelle font face les membres de l'opposition iranienne résidents au camp Liberty en Irak.

Le sénateur Lieberman a déclaré à la chaîne télévisée « Fox News » : « Peu importe ce que vous pensez de ce qui se passe en Irak ou ce qui se passe en Iran. Les Etats-Unis n'ont pas respecté leurs promesses et nous ne pouvons pas tolérer que cela se produise. »

Les membres de l'opposition iranienne « étaient là-bas en Irak, et nous leur avons dit : déposez vos armes, donnez-nous vos armes, nous allons vous protéger, » et nous ne les avons protégé que pendant une courte période », a déclaré Lieberman.

« Ensuite, alors que nous avons commencé à sortir de l'Irak en 2009 ... nous leur avons promis : 'Les Irakiens prendront soin de vous'. Eh bien, les Irakiens n'ont pas pris soin d'eux... Nous avons cassé notre promesse et je crains que nous ayons créé une véritable crise humanitaire », a-t-il dit.

Il a ajouté : « Aujourd'hui, c'est une question de la parole de l'Amérique. A tout moment, sur ordre du régime iranien, ils [les agents du gouvernement irakien] pourront tirer sur ces personnes et cela sera une tache terrible sur l'honneur et la réputation des Etats-Unis. Nous devons les sortir de là aussi vite que possible. »



Lettre à Obama : Les promesses non tenues atteignent la crédibilité des Etats-Unis

Le 10 juillet 2014- Dans une lettre envoyée à la Maison Blanche, les dignitaires américains ont rappelé à M. Obama que les Etats-Unis se sont engagés à protéger les membres de l'OMPI s'ils rendaient leurs armes et renonçaient à la violence. Elle rappelle notamment :

« Contrairement aux garanties répétées données par les États-Unis, les responsables américains n'ont pas visité le camp afin d'assurer une qualité de vie raisonnable ou même la sécurité physique des résidents de ce camp. »

« La vérité est que les résidents du camp Liberty ont donné toutes les garanties qui leur avaient été demandées par les États-Unis, tandis que le gouvernement américain, pour sa part, a manqué à honorer ses engagements à l'égard des résidents de ce camp. »

Cette lettre est signée par l'ancien chef du commandement conjoint, le Général Hugh Shelton, le général James Jones, ancien chef de l'OTAN, ancien commandant du Corps des Marines et ancien conseiller de sécurité nationale de la maison blanche sous le président Obama.

Parmi les signataires de cette lettre, il y a les deux anciens présidents du Congrès Newt Gingrich et Dennis Hastert, ancien ministre de la Justice, Michael Mukasey, gouverneur et ancien secrétaire à la sécurité intérieure Tom Ridge, ancien ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU John Bolton et ancien maire de New York, Rudy Giuliani, le gouverneur et ambassadeur à l'ONU, le démocrate Bill Richardson, le sénateur Robert Torricelli, le gouverneur et ancien président du parti démocrate Ed Rendell, gouverneur et ancien président de convention des démocrates Howard Dean.

Les signataires de la lettre ont précisé : « Au cours des trois dernières années, tandis que votre administration a été engagée à garantir la sécurité des résidents du camp Liberty et faciliter les efforts



DERNIERES NOUVELLES D'ACHRAF



de l'ONU pour les réinstaller dans des pays tiers, au total cent trente-cinq membres de l'OMPI été soit tués lors des attaques, soit décédés parce que les forces irakiennes contrôlant le camp Liberty leur ont refusé l'accès à des traitements médicaux urgents dont ils avaient besoin. Toutes les personnes qui ont perdu la vie détenaient des cartes d'identité établies en 2004 par les États-Unis et mentionnant que le titulaire de la carte bénéficie du statut de 'personne protégée'. »

« Le gouvernement américain a fait des promesses à ces personnes et s'il ne tient pas ses promesses, la crédibilité et la détermination des États-Unis risquent d'être mis en cause dans le monde », conclut la lettre.

Allégations mensongères sur une « coopération » de l'OMPI avec l'EIIL

Le 7 juillet 2014 –La Force Qods de l'armée des *Gardiens de la Révolution*, chargée des opérations extraterritoriales du régime iranien et les forces du cabinet du premier ministre irakien se sont préparées à lancer davantage de mesures répressives et des attaques contre le camp Liberty, selon la Résistance iranienne. On lit dans un communiqué du secrétariat du CNRI :

- 1- Le 26 juin, Maliki a envoyé une délégation à Téhéran pour demander une aide militaire et le soutien du régime à son troisième mandat de Premier ministre. En retour, le régime iranien a exigé que l'Irak intensifie sa répression des habitants de Liberty.
- 2- Trois officiers directement impliqués dans les massacres au camp d'Achraf et des agents du renseignement irakien ont été stationnés près du camp Liberty. Des agents de la Force Qods qui ne savent pas parler arabe se trouvent également à leurs côtés.
- 3- Des agents du renseignement irakien sont présents dans tous les postes de police autour du camp et sur leurs ordres, le canon des mitrailleuses lourdes ont été tournés vers l'intérieur du camp.
- 4- Par ailleurs, le régime iranien et ses mercenaires irakiens diffusent de fausses nouvelles et des scénarios mensongers sur une coopération entre l'organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI) et l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) pour préparer un terrain politique afin de commettre un nouveau bain de sang à Liberty.
- 5- Les 28 et 29 juin, les agences de presse et les médias officiels en Iran ont diffusé à grande échelle une nouvelle totalement mensongère en citant une « source du renseignement irakien », disant que «120 membres de l'OMPI se battent aux côtés de l'EIIL et des anciens du régime de Saddam ».
- 6- Le 1er juillet les agences de presse du régime des mollahs ont répété les mensonges d'Abbas Bayati, un député irakien proche du Premier ministre Nouri Al-Maliki : « Des organes irakiens pertinents ont obtenu des informations montrant que des membres de l'OMPI venus de pays européens ont rejoint le groupuscule terroriste de l'EIIL » et que « si l'implication de ces individus dans des opérations terroristes contre les forces de sécurité à Ninive est prouvée, le gouvernement irakien réagira avec fermeté ».